

# « CE N'EST PAS UNE VRAIE INDIVIDUALISATION ! »

Où en est aujourd'hui Ecolo concernant l'allocation universelle ?  
Le point avec Zoé Genot (Ecolo), qui n'y est pas favorable.

Propos recueillis par Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

**A**u milieu des années 1980, Ecolo s'était positionné en faveur de l'allocation universelle. Bien vite, cette revendication a été renvoyée aux calendes grecques, si pas carrément mise au placard. Ainsi, Jacky Moraël indiquait en 1996 : « *L'allocation universelle, loin de résoudre les principales tares de notre système (redistribution à l'envers des richesses, exclusion par le chômage, redistribution inéquitable du temps libre), pourrait les conforter et même les amplifier. C'est un risque que nous ne sommes pas prêts à prendre.* » (1). Mais le débat n'a jamais été totalement clos à l'intérieur d'Ecolo. Qu'en pense Zoé Genot, cheffe du groupe parlementaire Ecolo bruxellois, qui a mené dix ans de guérilla

parlementaire contre les chasses aux chômeurs au niveau fédéral ?

**Ensemble ! : Soutenez-vous les positions exprimées par Philippe Defeyt, président du CPAS de Namur (Ecolo), en faveur de l'instauration d'une allocation universelle ?**

**Zoé Genot :** Philippe Defeyt, comme d'autres tenants de l'allocation universelle, pointe de vrais problèmes qui préoccupent également d'autres écologistes. Par exemple, la liberté des choix de vie, de cohabitation ou non-cohabitation... Chacun doit pouvoir, sans être pénalisé, vivre en couple, héber-

ger son frère qui était à la rue, etc. Ça, c'est un vieux combat d'Ecolo. Déjà mené en 1997 : Thierry Detienne menait une campagne contre les visites domiciliaires de l'Onem chez les chômeurs pour venir y compter le nombre de brosses à dents, etc. La fin des visites domiciliaires fut l'une de nos exigences pour participer au gouvernement arc-en-ciel en 1999. De la même façon, ma collègue Muriel Gerkens avait poursuivi ce combat pour permettre aux personnes handicapées de vivre en couple. J'ai également déposé, lorsque j'étais députée à la Chambre, une proposition de loi demandant l'individualisation de l'ensemble des allocations ainsi que leur relèvement progressif au-dessus du seuil de pauvreté. Toutefois, je pense que la bonne réponse, ce n'est pas l'octroi d'une allocation universelle mais bien d'être

combatif face à toutes les attaques contre la Sécurité sociale. Le combat principal pour les progressistes, c'est d'arrêter le détricotage de ces droits et de les renforcer. Que ce soit à travers l'individualisation des allocations, leur augmentation, etc. Il faut également avancer vers une réduction collective du temps de travail. L'allocation universelle pose de bonnes questions, mais générerait trop d'effets pervers. Qui dit « socle minimal », dit « socle insuffisant » pour les personnes qui ne pourront pas travailler pour le compléter... J'ai également de lourdes craintes concernant le marché du travail. Quand je vois l'ubérisation en cours du monde du travail, c'est à dire la substitution de petits jobs précaires à des emplois associés à un statut et à des droits sociaux, j'ai peur qu'une allocation universelle cumulable avec un revenu n'ouvre un boulevard à cette dynamique. Enfin, l'un des grands risques de l'allocation universelle, c'est que pour un jeune couple qui des difficultés pour assumer le cumul entre le travail et l'éducation des enfants, cette allocation universelle devienne un incitant pour les femmes à rester au foyer. Madame renonçant à sa carrière, tandis que monsieur poursuit la sienne, avec notamment les effets différents prévisibles en matière de pension et en cas de rupture... Monsieur aura un vrai salaire et une vraie pension, tandis que madame aura une allocation de 600 euros. L'allocation universelle serait défavorable à l'égalité au sein des couples. Contrairement à ce qu'on prétend, elle n'est pas une véritable individualisation des droits.

**En tant que parti, où en est Ecolo sur l'allocation universelle? Pour ? Contre ? Ni pour ni contre ?**

Dans notre programme, nous avons bien sûr l'individualisation des droits, le relèvement des allocations au-dessus du seuil de pauvreté, la fin du contrôle renforcé des chômeurs... Nous venons également de lancer plusieurs chantiers de réflexion interne. L'un d'eux porte sur la réduction collective du temps de travail, un second porte sur la réduction de la conditionnalité des droits sociaux, qui vise notamment la situation des jeunes à qui on a rendu l'accès aux allocations d'insertion de plus en plus conditionnel... L'une des questions qui sera abordée dans ce chantier sera « est-ce que l'allocation universelle est la bonne réponse face à ce détricotage des droits sociaux ? ». Pour moi, ce n'est pas le cas. □

(1) Jacky Moraël, Secrétaire fédéral et porte-parole d'Ecolo, Intervention au colloque «Allocation de citoyenneté» à l'ULB le 24.01.1996

Pour Zoé Genot, députée Ecolo, l'allocation universelle serait défavorable à l'égalité au sein des couples.

